

LIBRE CHOIX

L'association Lobby Parents est active dans toute la Suisse pour instaurer ce qu'elle appelle un véritable choix de l'école. Premier vote dimanche à Bâle-Campagne.

Premier test pour les écoles privées

ARIANE GIGON

Entre parents et écoles, rien ne va plus. Le constat n'est pas nouveau, mais les comptes-rendus de conflits se multiplient. Et que veulent des parents mécontents, le plus souvent? Que leur enfant change d'école, ou d'enseignant. Ce qui n'est pas possible dans l'école publique. Pour autant qu'ils le peuvent financièrement, les parents se tournent alors vers une école privée.

Ceux qui paient ainsi de leur poche la scolarité de leurs enfants se disent victimes d'une injustice, car leurs impôts contribuent aussi à financer le système public. Ils réclament donc une compensation. Mais ils ont aussi trouvé davantage que le porte-monnaie pour tenter de convaincre leurs concitoyens.



Au détriment des moins bonnes écoles

LUCIEN CRIBLEZ, PROFESSEUR

«Le droit au libre choix de l'école est un droit fondamental mais, en Suisse, il n'est accessible qu'aux riches», clame la Bâloise Pia Amacher, présidente de l'association suisse Lobby Parents et mère de trois enfants ayant fréquenté l'école privée. «Or la scolarité ne doit pas être achetable.»

Aux parents de décider

Autre leitmotiv: «Les décisions ne doivent pas venir d'en haut, répète la présidente, car il n'y a pas une seule bonne école pour tous les enfants. Les parents sont les mieux placés pour déterminer quelle école et quelle pédagogie correspond le mieux à leur enfant, et aussi comment l'école doit se développer, selon des buts généraux fixés par l'Etat.»

Avec son forfait correspondant aux coûts moyens par enfant dans l'école publique, Lobby Parents dit «ne pas vouloir soutenir les écoles élitaires et visant le profit». La Fédération suisse des écoles privées ne soutient du reste pas formellement l'initiative. «De nombreuses écoles privées ne veulent pas ou ne peuvent pas satisfaire les conditions formulées par l'Etat, ou leur offre de formation ne trouve pas d'équivalent dans le droit suisse» et elles ne voudront pas s'inscrire dans un système de libre choix guidé et surveillé par l'Etat, a-t-elle écrit dans une position publiée le 24 septembre.

Professeur à l'Institut pédagogique de l'Université de Zurich, spécialiste de recherche sur le système scolaire, Lucien Criblez rappelle que la discussion est née dans les années 90, avec la vague de néolibéralisme. «La formation, un bien économique comme les autres», «la concurrence, source de qualité»: ces concepts se retrouvent chez les partisans du libre choix de l'école et même dans le vocabulaire des initiés. Ainsi, selon Pia Amacher, «les enseignants, s'ils étaient confrontés à la concurrence, pourraient aussi mieux se battre pour garder leur clientèle». Clientèle, les écoliers? Petit silence de la présidente, qui se reprend: «C'est volontairement un peu provocateur.»

Lucien Criblez émet aussi des réserves sur le potentiel d'augmentation de la qualité grâce à la concurrence. «Peut-être cela est-il vrai pour une partie des écoles, dit-il. Mais dans les faits, cela aura plutôt l'effet inverse: les bonnes écoles seront encore plus recherchées, et donc pourront s'améliorer, tandis que les écoles moins bonnes ne recevront aucune impulsion positive. Or cela devrait être notre but d'améliorer les écoles qui ont des problèmes, et donc la situation du plus grand nombre.»

Ségrégation accentuée

La «ségrégation» déjà actuelle, avec des parents aisés qui déménagent pour choisir leur école, n'en sera donc pas diminuée, selon les opposants au texte. Qui estiment aussi qu'un véritable choix ne sera possible qu'en ville et dans les agglomérations, car il n'y a pas grand choix dans les campagnes.

Lucien Criblez regrette aussi que l'insatisfaction de nombreux parents envers l'école publique soit utilisée pour favoriser les écoles privées. «Certes, il y a des défis et c'est à l'école publique de trouver des solutions, d'autant plus qu'elle joue traditionnellement un rôle de garant de la cohésion sociale. Mais on ne réglerait rien en permettant aux gens de partir.»

A Bâle-Campagne, l'UDC, les jeunes radicaux et les Verts libéraux soutiennent l'initiative. Ailleurs, la socialiste zurichoise Chantal Galladé a fait sensation en prenant fait et cause pour le libre choix, provoquant l'incompréhension de ses camarades. La récolte des signatures commencera bientôt dans le canton de Zurich. Le 30 novembre, le résultat de Bâle-Campagne donnera des ailes à Lobby Parents, ou les lui coupera... I



Le jour de la rentrée scolaire tient parfois du round d'observation, alors que le mécontentement des parents vis-à-vis de l'école publique va grandissant. KEYSTONE

CE QUE L'INITIATIVE VEUT OBTENIR

Fondée en automne 2002, l'association Lobby Parents est la cheville ouvrière du mouvement pour un libre choix de l'école en Suisse. La récolte de signatures est en cours dans les cantons de Soleure et de Thurgovie. L'initiative est déposée pour examen préalable par les autorités dans les cantons de Bâle-Ville, Saint-Gall et Zurich. Pour sa part, le comité vaudois est en train de finaliser les listes de signatures.

Le projet de nouvel article constitutionnel de Bâle-Campagne soumis à votation dimanche prochain prévoit que les parents du canton puissent choisir non seulement entre écoles publiques et pri-

ées, mais aussi entre diverses écoles publiques. L'enseignement dans les écoles privées de toute la Suisse doit être financé par un forfait par enfant du canton, versé à l'école, selon un montant équivalent aux coûts moyens de l'école publique, pour autant que l'école garantisse l'accès sans restriction ethnique, religieuse ou financière. Selon Pia Amacher, la présidente de Lobby Parents Suisse, 5% des enfants fréquentent actuellement une école privée. Bâle-Campagne connaît déjà un système très généreux, en comparaison avec d'autres cantons, en versant un écolage de 2000 francs par écolier aux écoles privées, comme lors-

qu'un enfant fréquente l'école publique d'un canton voisin. Le montant est de 2,5 millions au total, dit le canton.

Si l'initiative est acceptée, il en résultera pour l'Etat des frais supplémentaires de 16,4 millions de francs si l'on ne considère que l'école obligatoire, 30 millions si l'on prend aussi en compte le niveau suivant, gymnase et autres écoles du secondaire II, indique le canton. «Ce sera peut-être plus cher dans un premier temps, souligne Pia Amacher, mais ensuite, toutes les mesures de soutien aux enfants diminueront, ce qui entraînera des économies.» AG

ÉCOLE ÉVACUÉE

Un ado mauvais plaisant arrêté

L'auteur des coups de téléphone anonymes, qui a provoqué la fermeture de l'école professionnelle de Berne jeudi, a été arrêté ce week-end. Il s'agit d'un adolescent de 16 ans, qui fréquente cet établissement. Le jeune homme a avoué avoir agi seul et sans volonté de passer à l'acte, a indiqué la police hier. Ces deux coups de fil anonymes avaient pourtant été pris au sérieux: la police avait déployé le grand jeu en évacuant les 1200 élèves et en fouillant le bâtiment à la recherche d'armes ou d'explosifs. L'enseignement avait pu reprendre dans l'après-midi. Le mauvais plaisant, qui a été relâché, devra répondre de ces actes devant le tribunal pour mineurs. ATS

HABITS D'HIVER

Des paquets de neige baignant dans le soleil

L'hiver a pris ses quartiers ce week-end en Suisse. En montagne, il est tombé par endroits plus d'un mètre de poudreuse, comme sur les pistes de Saint-Moritz, et la neige a tenu jusqu'en plaine. De nombreux accidents se sont produits sur les routes, faisant plusieurs blessés. Dans les Grisons, le trafic ferroviaire a été fortement perturbé. Selon les relevés de MétéoSuisse, il est tombé depuis vendredi entre 60 et 90 cm de neige dans les Alpes, des Grisons jusqu'en Oberland bernois et en Valais. Localement, les quantités mesurées ont dépassé le mètre. Ailleurs en altitude, il est tombé entre 20 et 60 cm de neige. Le Jura n'est pas en reste: à Chauxmont, au-dessus de Neuchâtel, le tapis blanc mesurait hier près de 20 cm. En plaine, il n'a pas neigé plus de quatre centimètres. Cette mince couche a suffi à provo-



quer, le verglas aidant, d'innombrables accidents sur les routes, comme dans le canton de Zurich, où

la police en a dénombré une cinquantaine sur l'ensemble du week-end.

AP/KEYSTONE

EXERCICE FATAL

Ado tué par un pétard

Un adolescent de 16 ans a été tué et un autre de 18 ans blessé samedi en préparant un engin explosif près d'Andelfingen, dans le canton de Zurich, dans le cadre d'un exercice proposé par des scouts. Pour une raison inconnue, la charge de poudre noire a explosé trop tôt, a indiqué la police. Les deux adolescents étaient occupés à fabriquer un pétard. Le garçon de 16 ans a été mortellement blessé à la tête. L'autre a été grièvement blessé au visage et a dû être transporté à l'hôpital par hélicoptère. Le garçon grièvement blessé est le seul témoin, a précisé la police hier. Il n'a pas pu être interrogé jusqu'ici. Les adolescents n'étaient pas des scouts, a précisé le porte-parole de la police. Tous deux n'avaient cependant pas pris l'initiative de fabriquer un pétard, mais ont agi dans le cadre d'activités de scouts. Un groupe d'éclaireurs, âgés de 11 à 15 ans, qui se trouvaient à proximité, a bien entendu l'explosion, mais n'a pas pu voir ce qui se passait sur les lieux. Il a toutefois été pris en charge par une cellule de soutien de la Police cantonale zurichoise et de l'hôpital cantonal de Winterthur. ATS